



PRÉFET DU GERS

**Préfecture
Secrétariat Général
Direction des Libertés Publiques
Et des Collectivités Locales**

Bureau de la Circulation

**ARRETE
fixant les tarifs des courses de taxi**

Le Préfet du Gers,

- VU l'article L. 410-2 du Code du Commerce et le décret n° 2002-689 du 30 avril 2002 fixant ses conditions d'application ;
- VU le Code de la Consommation ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de remises ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie des instruments de mesure " taximètres " ;
- VU le décret n° 87-238 du 6 avril 1987 réglementant les tarifs des courses de taxi, modifié par le décret n° 2005-313 du 1^{er} avril 2005;
- VU le décret n° 95-935 du 17 août 1995 portant application de la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;
- VU le décret n° 2006-447 du 12 avril 2006 relatif à la mise sur le marché et à la mise en service de certains instruments de mesure ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi, modifié par le décret 2011-1838 du 8 décembre 2011 relatif aux équipements spéciaux de taxi ;
- VU l'arrêté du 3 décembre 1987 relatif à l'information du consommateur sur le prix,
- VU l'arrêté n° 83-50/A du 3 octobre 1983 modifié relatif à la publicité des prix de tous les services, modifié par l'arrêté du 15 juillet 2010 ;
- VU l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 relatif aux taximètres en service ;
- VU l'arrêté du 13 février 2009 relatif au dispositif répéteur lumineux de tarif pour taxis ;

- VU l'arrêté du 10 avril 2012 pris pour l'application de l'article 14 du décret n° 2011-1336 du 24 octobre 2011 relatif à l'information sur la quantité de dioxyde de carbone émise à l'occasion d'une prestation de transport ;
- VU l'arrêté du 10 septembre 2010 relatif à la délivrance de note pour les courses de taxis ;
- VU l'arrêté du 23 décembre 2013 relatif aux tarifs des courses de taxi ;
- VU l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2013 fixant les tarifs des courses de taxi et les arrêtés modificatifs du 18 et 23 janvier 2013 ;
- VU l'avis de M. le Directeur Départemental de la Cohésion sociale et de la Protection des populations ;
- SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : Dans le département du GERS, les taxis, tels qu'ils sont définis par l'article L3121-1 du Code des Transports, par l'article 1^{er} de la loi n°95-66 du 20 janvier 1995, l'article 1^{er} de son décret d'application n°95-935 du 17 août 1995 et le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 susvisé, sont soumis aux dispositions du présent arrêté.

Les véhicules doivent être obligatoirement pourvus des signes distinctifs suivants :

- un compteur horokilométrique dit " taximètre " homologué et installé dans le véhicule de telle sorte que le prix à payer et les positions de fonctionnement puissent être lus facilement de sa place par l'usager ;
 - un dispositif extérieur lumineux portant la mention " TAXI " homologué ;
 - l'indication visible, sous forme d'une plaque scellée ou fixée au véhicule, lisible de l'extérieur, de la commune ou de l'ensemble des communes de rattachement ainsi que le numéro de l'autorisation de stationnement.
- Sauf à ce que le compteur horokilométrique en remplisse la fonction, un appareil horodateur homologué, fixé au véhicule, permettant, lorsqu'une durée maximale d'utilisation du taxi est prescrite par l'autorité compétente, d'enregistrer les heures de début et de fin du service du conducteur.

Conformément à l'article 8 du décret n° 2009-1064 du 28 août 2009, tout véhicule nouvellement affecté à l'activité de taxi doit être équipé par les équipements spéciaux prévus par l'article 1 du décret du 17 août 1995. Les véhicules déjà affectés à l'activité de taxi avant le 1^{er} janvier 2012 peuvent continuer à être dotés des équipements spéciaux prévus par l'article 1^{er} du décret du 17 août 1995 susvisé dans sa rédaction antérieure à celle issue de l'article 2 du décret n° 2009-1064 du 28 août 2009.

ARTICLE 2 : A compter de la date de publication du présent arrêté, les tarifs maxima applicables au transport des voyageurs par taxis sont fixés comme suit, dans le département du GERS, toutes taxes comprises :

TARIFS	Prise en charge	Tarif Kilométrique	Tarif horaire d'attente ou de marche lente
A – Course de jour avec retour en charge à la station	2,10 €	0,89 €	22,30 €
B – Course de nuit avec retour en charge à la station ou course effectuée le dimanche et les jours fériés avec retour en charge à la station	2,10 €	1,15 €	22,30 €
C – Course de jour avec retour à vide à la station	2,10 €	1,78 €	22,30 €
D – Course de nuit avec retour à vide à la station ou course effectuée le dimanche et les jours fériés avec retour à vide à la station.	2,10 €	2,30 €	22,30 €

Le tarif minimum, supplément inclus, susceptible d'être perçu pour une course est fixé à 6,86 €.

Une information par voie d'affichettes apposées dans les véhicules doit indiquer à la clientèle les conditions d'application de cette mesure.

Périodes de chute

TARIFS	Montant de la chute	Distance parcourue pendant une chute	Marche lente ou heure d'attente
A	0,10 €	112,36 mètres	16,14 secondes
B	0,10 €	86,96 mètres	16,14 secondes
C	0,10 €	56,18 mètres	16,14 secondes
D	0,10 €	43,48 mètres	16,14 secondes

ARTICLE 3 : A la prise en charge du client :

I – Si à la demande du client, le taxi effectue un transport circulaire avec départ et retour en charge au point de charge du client :

Tarifs A : le jour de 7 heures à 19 heures.

Tarifs B : la nuit de 19 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés.

II – Si la destination du client éloigne le taxi de son point de départ et quelle que soit la distance à parcourir :

Tarifs C : le jour de 7 heures à 19 heures

Tarifs D : la nuit de 19 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés.

III – Si la destination du client conduit le taxi à revenir en direction de son point de départ et si la distance en charge à réaliser est égale ou supérieure à la distance parcourue par le taxi pour venir chercher le client, le compteur doit être remis en position libre puis enclenché sur :

Tarifs C : le jour de 7 heures à 19 heures

Tarifs D : la nuit de 19 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés.

Après dépose du client, le taxi revient en libre jusqu'à la station.

ARTICLE 4 : Courses sur route enneigées ou verglacées

Le tarif kilométrique de nuit (tarifs B ou D selon le cas) pourra être appliqué pour les courses de jour effectuées sur routes enneigées ou verglacées lorsque des équipements spéciaux ou des pneumatiques antidérapants dits « pneus hiver » devront être utilisés.

Toutefois, ce tarif ne s'appliquera que sur la partie de la course ayant nécessité l'utilisation de ces équipements.

A titre de mesure accessoire, une affiche apposée à l'intérieur du véhicule est parfaitement lisible de la place des clients mentionnera : « *Courses sur routes enneigées ou verglacées – Application du tarif kilométrique de nuit sur la distance ayant nécessité l'utilisation d'équipements spéciaux ou de pneumatiques antidérapants dits « pneus hiver »* ».

ARTICLE 5 : Des suppléments peuvent être perçus dans les conditions suivantes :

a) supplément de **1,70 €** pour le transport de la quatrième personne adulte dans le cas seulement de véhicules autorisés à transporter 5 personnes ;

b) supplément de **1,04 €** pour le transport d'animaux ;

c) supplément de **0,81 €** pour chaque valise ou colis de 5 kilogrammes et plus déposés dans le coffre du véhicule.

Péages : Les droits de péage peuvent être facturés en sus pour les parcours en charge exclusivement.

ARTICLE 6 : Les taxis doivent être munis d'un dispositif répéteur lumineux agréé, visible de l'extérieur, permettant de connaître le tarif sur lequel se trouve enclenché le dispositif de commande du compteur horokilométrique.

ARTICLE 7 : Les taximètres sont soumis à la vérification primitive, à la vérification périodique et à la surveillance prévue par le décret n°2001-387 du 3 mai 2001 et de son arrêté d'application du 18 juillet 2001. Ces contrôles sont assurés par des organismes agréés

ARTICLE 8 : Le conducteur du taxi doit mettre le taximètre en fonctionnement dès le début de la course en appliquant les tarifs réglementaires et signaler au client tout changement de tarif intervenant pendant la course.

ARTICLE 9 : Les taxis sont soumis à une visite technique, au plus tard un an après la date de leur première mise en circulation ou, préalablement à leur changement d'affectation, s'il s'agit de véhicules affectés à ces usages plus d'un an après la date de leur première mise en circulation. Cette visite technique doit ensuite être renouvelée tous les ans.

ARTICLE 10 : Les tarifs en vigueur doivent être affichés d'une manière parfaitement visible et lisible à l'intérieur du véhicule avec la mention " *Tarifs fixés par l'arrêté préfectoral en vigueur* ".

ARTICLE 11 : Les chauffeurs de taxis disposent d'un délai de deux mois, à compter de la publication du présent arrêté, pour faire procéder à la modification de leur compteur. Toutefois, avant cette modification, une hausse maximale de 3,9 % pourra être appliquée au montant de la course affiché, en utilisant un tableau de concordance mis à la disposition de la clientèle.

ARTICLE 12 : Après la transformation des taximètres, la lettre **H** de couleur **bleue** (différente de celle désignant les positions tarifaires et d'une hauteur minimale de 10 mm) sera apposée sur le cadran du taximètre.

ARTICLE 13 : En application des dispositions de l'arrêté du 10 septembre 2010 toute prestation de course de taxi doit faire l'objet, dès qu'elle a été rendue, de la délivrance d'une note lorsque le prix de la courses est supérieur ou égal à 25 €, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel n° 83-50/A modifié du 3 octobre 1983

Les mentions suivantes doivent obligatoirement être imprimées sur la note :

La date de rédaction de la note, les heures de début et fin de la course, le nom ou la dénomination sociale du prestataire de la société, le numéro d'immatriculation du véhicule de taxi, l'adresse postale à laquelle peut être adressée une réclamation, le montant de la course minimum, le prix de la course toutes taxes comprises hors suppléments.

Les renseignements suivants doivent en outre être imprimés ou portés de manière manuscrite sur la note :

La somme totale à payer toutes taxes comprises qui inclut les suppléments ainsi que le détail de chacune des majorations. Ce détail est précédé de la mention supplément.

Pour les transports dont le prix est inférieur à 25 € (TVA comprise), la délivrance de la note est facultative mais celle-ci doit être remise au client s'il en fait la demande.

La note doit être établie en double exemplaire. L'original est remis au client et le double conservé pendant une durée de 2 ans.

Pour toute réclamation concernant une course de taxi, les clients peuvent écrire à l'adresse suivante en joignant l'original ou une copie de la note de taxi, ou à défaut, une description précise du conducteur et de son véhicule :

Préfecture du Gers
Bureau de la Circulation
3 place du Préfet Claude Erignac
32000 AUCH

ARTICLE 14 : L'arrêté préfectoral du 11 janvier 2013 fixant les tarifs des courses de taxi est abrogé ainsi que les arrêtés modificatifs du 18 et 23 janvier 2013.

ARTICLE 15 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront poursuivies et réprimées dans le cadre de la législation en vigueur.

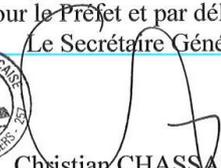
ARTICLE 16 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ; M. le Sous-préfet de Condom, Mme. la Sous-préfète de Mirande ; M^{mes} et MM. les Maires du département du Gers ; M le Directeur Départemental de la Cohésion sociale et de la Protection des populations ; M. le Directeur régional de la DIRECCTE ; M. le Commandant le Groupement de Gendarmerie du Gers, Mme. la Directrice Départementale de la Sécurité Publique, M. le Directeur Départemental du Territoire,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché conformément à la loi et inséré au Recueil des Actes Administratifs des Services de l'Etat.

Fait à Auch, le 09 JAN. 2014

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,




Christian CHASSAING.